

## Manuels d'histoire pour la paix en Europe (1923-1938)

### 1. Les historiens et la guerre

En 1923, Henri Pirenne dénonça sans équivoque la responsabilité des historiens lors de la Première Guerre mondiale, sorte d'authentique suicide de la civilisation et de l'histoire même de l'Europe. Dans un passage du discours inaugural qu'il prononça à l'ouverture du V<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques, le premier après la guerre et duquel, par la ferme et explicite volonté de Pirenne, furent exclus les historiens allemands, l'historien belge n'hésitait pas à s'élever publiquement contre le fait que : « durant tout le cours de la guerre, les belligérants ont mis particulièrement deux sciences en réquisition: l'histoire et la chimie. Celle-ci leur a fourni des explosifs et des gaz ; celle-là, des prétextes, des justifications ou des excuses »<sup>1</sup>. Mais, continuait Pirenne, « la nécessité imposée à la chimie ne contrariait point sa nature, elle a pu, tout en servant les armées, faire de précieuses découvertes. L'histoire, au contraire, en se jetant dans l'arène, y a perdu trop souvent ce en quoi consiste son essence même : la critique et l'impartialité »<sup>2</sup>.

Pirenne reprenait avec une grande efficacité et un courageux engagement personnel<sup>3</sup> l'un des problèmes les plus inquiétants auquel les intellectuels européens durent se mesurer à partir de 1914, bien que peu d'entre eux eurent le courage, la lucidité intellectuelle et l'honnêteté morale de le reconnaître et de l'affronter. Quel avait été, en fait, le rôle de la science et des intellectuels (et en particulier des historiens) dans la préparation du climat intellectuel qui avait conduit à la guerre ? Qu'est-ce qui, en octobre 1914, avait poussé des milliers de savants et d'intellectuels allemands (plus de 4 000) à signer l'*Erklärung der Hochschullehrer der Deutschen Reiches*, rédigée par un professeur de philologie classique de l'université de Berlin, Ulrich von Willamowitz-Moellendoerff, texte qui revendiquait le rôle historique du militarisme allemand<sup>4</sup> ? Pourquoi, en 1915, certains des plus importants historiens allemands,

<sup>1</sup> H. Pirenne, *De la méthode comparative en histoire*, dans *Compte rendu du V<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques Bruxelles 1923*, publié par G. Des Marez et F. L. Ganshof, Bruxelles 1923 (Kraus Reprint, 1971), p. 23.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Les vicissitudes de la vie de Pirenne et les circonstances dans lesquelles il écrivit l'*Histoire de l'Europe* ont intéressé plus d'un historien, et de grande valeur, depuis le profil qu'en trace Ganshof jusqu'à la biographie fort mesurée de Bryce Lyon en passant par le volume auquel Cinzio Violante a travaillé des années durant et consacré plus particulièrement à une lecture de l'*Histoire de l'Europe* : F. L. Ganshof, *Les grandes théories historiques de Henri Pirenne*, dans *Henri Pirenne. Hommages et souvenirs*, Bruxelles 1938 ; toujours de Ganshof, cf. l'article *Pirenne* dans *Biographie nationale*, XX, suppl. 2, Bruxelles 1959 ; cf. également Bryce Lyon, *Henri Pirenne. A Biographical and Intellectual History*, Ghent 1974 ; C. Violante, *La fine della « grande illusione ». Uno storico fra guerra e dopoguerra: Henri Pirenne (1914-23). Per una rilettura della "Histoire de l'Europe"*, Il Mulino, Bologna 1997. Par souci d'exhaustivité, je dois rappeler l'existence d'une importante biographie, publiée en 1991 en japonais par Katazumi Sasaki (dans le volume, seuls le titre, *Henri Pirenne. Une biographie*, et l'index sont traduits en français). À propos de l'important volume de Cinzio Violante, cf. G. Cracco, *Cinzio Violante : la sofferta identità di uno storico europeo*, « Rivista storica italiana » 2003, f. I, pp. 200-239.

<sup>4</sup> La déclaration de Willamowitz a récemment été publiée dans B. Vom Brocke, *Wissenschaft und Militarismus. Der Aufruf der 93 "An die Kulturwelt" und der Zusammenbruch der internationalen Gelehrterrepublik im Ersten Weltkrieg*, dans W. M. Calder III, H. Flashar, T. Lindken (éd. établie par), *Willamowitz nach 50. Jahren*, Darmstadt 1985, p. 649-719. L'*Erklärung* a également été publiée en anglais, en français, en italien et en espagnol. À propos de la déclaration de Willamowitz, cf. L. Canfora, *Intellettuali in Germania tra reazione e rivoluzione*, Bari 1979. Un recueil important de manifestes de la première année de guerre fut publié dès 1915 : H. Kellermann, *Der Krieg der Geister. Eine Auslese*

dont Otto Hintze et Friedrich Meinecke, avaient-ils publié un imposant recueil d'études sur l'histoire de l'Allemagne et sa politique étrangère, justifiant la violation de la neutralité de la Belgique de la part des troupes allemandes<sup>5</sup> ?

L'occupation militaire de la Belgique et du Luxembourg avait suscité des réactions indignées de la part de l'opinion publique de nombreux pays européens, et représentait véritablement ce qu'en Europe un état pouvait faire de pire contre le droit international qui, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, avait été un élément central du règlement des conflits et de la « civilisation » européenne même<sup>6</sup>. Et même un prix Nobel pour la paix, Louis Renault, professeur de droit et membre influent de la Cour internationale d'arbitrage de La Haye, pouvait déclarer en 1915, après la dévastation de Louvain : « Nous devons démontrer que nous valons plus qu'eux et que ceux qui défendent la *civilisation* ne se comportent pas comme ceux qui défendent la *Kultur* »<sup>7</sup>.

Il se trouve que c'est précisément de la discussion passionnée à propos de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg que naquit le texte rédigé par certains historiens d'Oxford, publié en octobre 1914 et s'élevant contre les appels des historiens allemands aux valeurs du militarisme prussien. « Le royaume de Belgique », écrivaient les historiens anglais, reprenant les thèses des volumes de la grande *Histoire de la Belgique* de Pirenne publiés jusque-là<sup>8</sup>, « est certainement une création récente, mais l'idée d'une nation belge est plus ancienne que le royaume lui-même »<sup>9</sup>. Le texte anglais, qui comptait un appendice assez volumineux de documents extraits des recueils du *livre blanc* de la chancellerie allemande, du *livre orange* du ministère des affaires étrangères russe et du *livre gris* du gouvernement

---

*deutscher und auslaendischer Stimmen zum Weltkrieg 1914*, Weimar-Dresden 1915. À propos de la guerre des pamphlets, des appels et des déclarations des intellectuels des deux fronts, guerre à laquelle, c'est bien connu, donnèrent le coup d'envoi Henri Bergson avec *La Lutte engagée contre l'Allemagne est la lutte même de la civilisation contre la barbarie* (8 août 1914), la déclaration d'Ernst Harckel et Rudolf Eucken *England's Blutschuld am Weltkrieg* (18 août 1914) et la réponse des historiens oxoniens *Why we are at war. Great Britain's Case by Members of the Oxford Faculty of Modern History* (octobre 1914), qui donnait corps aux prises de position auxquelles avaient déjà souscrit de nombreux intellectuels anglais, cf. *Gli intellettuali e la Grande guerra*, éd. établie par V. Cali, G. Corni, G. Ferrandi, Il Mulino, Bologna 2000. Dans ce volume, cf. l'essai de Georg C. Iggers, *Gli storici di fronte alla guerra*, p. 97-127, et, pour un bilan mis à jour de l'engagement des intellectuels allemands en faveur de la guerre, cf. l'essai de B. Vom Brocke, *La guerra degli intellettuali tedeschi*, p. 373-409. Dans le présent essai, le tableau 1 (p. 392-394) fournit une liste assez détaillée des manifestes des intellectuels allemands en 1914, et le tableau 2 (p. 396-397) énumère les pétitions et les manifestes des intellectuels allemands dans les années 1915-1918. Cf. en outre K. Schwabe, *Wissenschaft und Kriegsmoral. Die deutschen Hochschullehrer und die politischen Grundfragen des Ersten Weltkrieges*, Goettingen 1969 ; W. J. Mommsen (éd. établie par), *Kultur und Krieg. Die Rolle der Intellektuellen, Kuenstler und Schriftsteller im Ersten Weltkrieg*, München 1996 ; et, pour la Grande-Bretagne, S. Wallace, *War and the Image of Germany. British Academy 1914-1918*, Edinburgh 1988.

<sup>5</sup> O. Hintze, F. Meinecke, H. Oncken, H. Schumacher (éd. établie par), *Deutschland im Weltkrieg*, 3 vol., Berlin 1915. Ernst Troeltsch contribua également à cet ouvrage avec le célèbre essai *Der Geist der deutschen Kultur*.

<sup>6</sup> Comment ne pas évoquer, en effet, le célèbre passage du *Siècle de Louis XIV* dans lequel Voltaire définissait l'Europe « comme une sorte de grande république partagée en plusieurs états, les uns monarchiques, les autres mixtes [...] : et tous avec une même religion, bien que divisée en différentes sectes, avec les mêmes principes de droit public et de politique, inconnus ailleurs dans le monde » ? Cf. Voltaire, *Le Siècle de Louis XIV*, éd. italienne Einaudi, Turin 1994, p. 105).

<sup>7</sup> Cité dans G. Procacci, *Premi Nobel per la pace e guerre mondiali*, Feltrinelli, Milano 1989, p. 91. Tout le chapitre III de ce volume est consacré aux années de guerre.

<sup>8</sup> H. Pirenne, *Histoire de la Belgique*, 7 vol., Bruxelles 1900-1931.

<sup>9</sup> *Why we are at war...*, cit. p. 13.

belge<sup>10</sup>, était présentée comme l'œuvre non pas de « politicians » mais d'historiens revendiquant leur « experience in the handling of historic evidence » et leur capacité de traiter « this subject historically »<sup>11</sup>. Et l'histoire même de la formation de l'état allemand et de la culture politique allemande démontrait que le militarisme et l'esprit de violence de l'état fort sur les autres états faisaient partie intégrante de l'histoire et de la *Bildung* allemandes ; et c'étaient là, écrivaient les historiens oxoniens, les facteurs qui avaient déclenché la guerre, guerre dans laquelle les Anglais étaient appelés à défendre les valeurs du droit international et la cause des petits états<sup>12</sup>.

En somme, les historiens combattaient leur propre guerre, usant et abusant sans la moindre hésitation des armes de leur métier. Les historiens allemands en particulier, par la publication de documents et d'études de l'histoire des relations internationales, légitimèrent, au nom de leur professionnalisme, les demandes de leur chancellerie et justifiaient l'invasion de la Belgique et la poigne de fer mise en œuvre en 1914 par les commandos d'occupation à l'égard de la ville et de l'université de Louvain ; les auteurs de *Why we are at war* exprimaient quant à eux leur sympathie aux professeurs de Louvain. Dans ce contexte d'exaltation militariste et patriotique, Werner Sombart n'hésita pas à publier en 1915 *Haendler und Helden*<sup>13</sup>, dans lequel, à l'esprit boutiquier des Anglais (les *Haendler*), il opposait les valeurs « héroïques » de la *Kultur* allemande, des *Helden*. Certes, toute la culture et tous les historiens allemands ne se reconnaissaient pas dans ces pamphlets et dans ces ouvrages de véritable propagande de guerre. Certains, à vrai dire peu nombreux, refusèrent d'adhérer aux appels et aux déclarations en faveur de la guerre ; d'autres, moins nombreux encore puisqu'ils furent quatre en tout, dont le médecin pacifiste Georg Friedrich Nicolai et Albert Einstein, signèrent un appel adressé aux Européens qui désavouait explicitement l'appel en faveur de la guerre signé par quatre-vingt-treize insignes représentants des milieux académiques allemands<sup>14</sup>. Friedrich Naumann, l'auteur de *Mitteleuropa*, publié en 1915, « en pleine guerre, car ce n'est qu'en temps de guerre que les esprits sont en mesure de concevoir de grandes idées réformatrices »<sup>15</sup>, trouvait même l'engagement des historiens insuffisant pour soutenir la grande épreuve à laquelle était appelée l'Allemagne. Il est vrai que les positions de Naumann étaient beaucoup plus modérées que celles des partisans du pangermanisme et de ceux qui pensaient que la guerre devait se conclure par l'annexion des territoires situés à l'est et à l'ouest du Reich ; pour être précis, il se situait plutôt dans la lignée de ceux qui, comme Otto Hintze, fidèle à l'enseignement de Ranke, souhaitait que la guerre assure à l'Allemagne une meilleure position de puissance dans le contexte du système des états européens<sup>16</sup>.

<sup>10</sup> À propos des recueils de documents de politique étrangère établis par de nombreux états européens à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dont chacun était caractérisé par la couleur de sa couverture, cf. S. Zala, *Il segreto di Stato e la censura dei documenti diplomatici nel XIX e XX secolo*, dans « Storica » 2002, n° 23, p. 71-91.

<sup>11</sup> *Why we are at war...*, cit., p. 5.

<sup>12</sup> *Ivi*, p. 108-117.

<sup>13</sup> Leipzig 1915.

<sup>14</sup> Cf. B. Vom Brocke, *La guerra degli intellettuali...*, cit., p. 403-404.

<sup>15</sup> F. Naumann, *Mitteleuropa*, 2 vol., Laterza, Bari 1918-1919 (éd. originale 1915).

<sup>16</sup> Cf. B. Vom Brocke, *La guerra degli intellettuali tedeschi...*, cit., p. 396. L'essai d'Otto Hintze en question est *Der Sinn des Krieges*, dans le volume *Deutschland und Weltkrieg*, cit.

À moins d'un an du début des hostilités, Sigmund Freud pouvait donc avec raison écrire, raisonnant avec lucidité sur cette *Krieg der Geister*, que « jamais un événement historique [n'a] détruit à ce point un patrimoine commun de l'humanité aussi précieux, troublé autant d'intelligences parmi les plus lucides, fait sombrer aussi profondément ce qu'il y a de plus élevé. Même la science a perdu son inébranlable impartialité ; exaspérés au plus profond d'eux-mêmes, les hommes à son service tentent d'utiliser les armes pour contribuer à la lutte contre l'ennemi »<sup>17</sup>. Cette guerre des hommes de science, orchestrée par les organes de propagande de guerre de l'Allemagne et des autres puissances impliquées dans le conflit, était elle aussi une véritable guerre, avec ses héros et ses fantassins ; voire, c'était elle qui légitimait l'autre guerre, qui lui donnait un but et une raison d'être ; et elle aussi ne laissa derrière elle que destruction, marquant lourdement pendant plus de dix ans l'histoire des rapports intellectuels en Europe et, plus longtemps encore, le débat sur les intellectuels et les savants et leur rôle social et politique<sup>18</sup>. Peu d'intellectuels européens en effet, et encore moins d'historiens, avaient échappé à cet « enrôlement en service spirituel armé » que Thomas Mann évoquait au début de ses *Considérations d'un apolitique*, revenant de celui-ci à « la table de travail délaissée [...] comme un mutilé de guerre »<sup>19</sup>.

Pirenne avait donc raison de rappeler, dans le discours inaugural de 1923 qui a constitué notre point de départ, « la crise terrible de la civilisation » pendant les années de guerre. « On eût dit qu'un monde nouveau s'enfantait dans l'héroïsme, dans l'horreur et dans les larmes. Toutes les prévisions étaient déjouées, tous les espoirs déçus, toutes les habitudes, toutes les traditions bouleversées »<sup>20</sup>. Et encore : « Vous-mêmes, arrachés à vos études, vous portiez les armes, ou, militarisés au service de vos patries, vous leur donniez le concours de votre science et de votre talent, à moins que, comme celui qui vous parle, vous n'en fussiez empêchés par la prison ou par la déportation »<sup>21</sup>.

Bien des historiens européens qui avaient participé à la *Krieg der Geister* avaient accepté de « se laisser emporter par la passion », « de se subordonner aux militaires et aux politiques ». Et, dans une note de la version écrite de son discours inaugural, Pirenne ne manquait pas de condamner sans appel les historiens qui s'étaient rendus coupables d'une « altération intentionnelle de la vérité » : mais ces historiens (et il ne pouvait s'agir que des historiens allemands) « ne méritent à aucun égard le nom d'historiens »<sup>22</sup> : et donc, conformément aux vœux de Pirenne, ils ne pouvaient participer aux travaux du Congrès international des Sciences historiques.

À la fin de la guerre, dans le climat créé par les négociations de paix et l'insistance du président des États-Unis, Wilson, pour que soit constitué un organisme

<sup>17</sup> S. Freud, *Considerazioni attuali sulla guerra e sulla morte*.

<sup>18</sup> C'est dans ce large contexte de débats qu'en 1927 Karl Mannheim publia son essai sur la « freischwebende Intelligenz » (les intellectuels sans attaches).

<sup>19</sup> T. Mann, *Considerazioni di un impolitico*, éd. italienne établie par M. Marianelli et M. Ingenmey, Adelphi, Milano 1997 (éd. originale 1918), p. 31.

<sup>20</sup> *Compte rendu...*, cit. p. 20.

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> *Compte rendu...*, cit., p. 24 et note 1.

international de règlement des conflits internationaux (la future Société des Nations de Genève), les historiens ne pouvaient certes échapper (telle était la conviction de Pirenne) à une réflexion sur leur travail et, dans ce contexte, sur l'enseignement et la vulgarisation de l'histoire ; et donc avant tout sur les manuels scolaires d'histoire, qui avaient contribué à la mobilisation spirituelle des nations en guerre.

L'idée que les manuels d'histoire en usage dans les différents pays européens (mais ce n'était bien évidemment pas un problème exclusivement européen) contribuaient de manière déterminante à la construction de la conscience politique des jeunes générations et avaient donc un rôle délicat d'éducation civique était depuis longtemps présente dans la conscience et le programme du mouvement pacifiste ; dès ses débuts en effet, celui-ci avait dénoncé les contenus nationalistes et militaristes présents dans un grand nombre de manuels scolaires d'histoire. En 1899, le problème avait été soulevé lors du premier Congrès mondial de la paix, tenu à Paris, d'où était venue l'exhortation à abandonner la « drum and trumpet history » ; et on en avait également discuté au congrès de l'Union interparlementaire de Berne en 1900. Au cours de ces mêmes années, quelques tentatives de révision des livres d'histoire, visant à en éliminer les expressions nationalistes les plus crues, avaient été mises en œuvre aux États-Unis (1899), en France (1905) et aux Pays-Bas (1910)<sup>23</sup>. Et, dès 1903, à l'occasion du Congrès international des Sciences historiques de Rome, dans le cadre de la deuxième séance, consacrée à l'histoire médiévale et moderne, une session entière avait traité de *L'insegnamento e l'organizzazione degli studi di storia nei diversi paesi e nei vari ordini di scuole*. Douze historiens y participèrent, dont, pour l'Italie, Pasquale Villari et, pour la France, Gabriel Monod et Philippe Sagnac<sup>24</sup>. Dans son discours inaugural, Pasquale Villari, président du congrès et du comité d'organisation, rappela les dangers inhérents aux valeurs des nationalités. D'où l'invitation à se pencher sur les liens entre les histoires des différentes nations et le vœu d'une fédération des états européens enserrés entre les colosses russe et américain. Ce projet ne rencontrait pas « l'obstacle du caractère même des nationalités, surtout si l'on observe la manière dont elles se sont formées au fil de l'histoire : presque toutes, en effet, se sont constituées par la fusion de plusieurs peuples en un »<sup>25</sup>. Et, toujours au IV<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques, tenu en 1913 à Londres, lors de la séance inaugurale, James Bryce avait mis dans les derniers mots de son discours (comme le rappelait Pirenne en 1923), l'expression

---

<sup>23</sup> E. Bruley – E. H. Dance, *Per una storia europea nella scuola*. Préface de l'édition italienne de M. Bendiscioli, Sytoff, Leiden 1960 ; et Conseil de la Coopération culturelle du Conseil de l'Europe, *L'Éducation en Europe*, série II, n° 8. *L'Enseignement de l'histoire et la révision des manuels d'histoire* par Otto-Ernst Schueddekopf en collaboration avec Édouard Bruley, E. H. Dance et Haaton Vigander, Strasbourg 1967: cf. en particulier le chapitre I (*Historique de la révision des manuels d'histoire 1945-1965*).

<sup>24</sup> Actes du Congrès international des Sciences historiques (Rome, 1<sup>er</sup>-9 avril 1903), Roma 1904-1907.

<sup>25</sup> «Le patriotisme national a forgé notre éducation politique, a été le stimulant le plus efficace du progrès, la source de beaucoup de sacrifices, de mille nobles vertus. Il a été fort utile à l'historien parce qu'il lui a donné confiance dans le destin de la patrie, stimulant ses recherches, donnant de l'énergie à son style, animant son éloquence. Et pourtant toute médaille a son revers, et l'exagération du patriotisme sème les jalousies et les rancœurs, provoque les guerres, nous rend partiaux, nous empêche de voir et de reconnaître tout ce que les nations se doivent mutuellement ». *Ibid.*, vol. I, Partie générale, Roma 1907, p. 100-101.

« d'une angoisse contenue », et fait « un appel émouvant à la concorde des peuples »<sup>26</sup>.

Mais, dans l'Europe de l'après-guerre, la révision des manuels d'histoire revêtait une importance et une urgence qui ne pouvaient laisser indifférente l'opinion publique européenne et, en premier lieu, les historiens. Certes, lorsque l'on suit ces débats durant des décennies aussi cruciales pour l'histoire européenne entre les deux guerres mondiales (c'est-à-dire entre le traité de Versailles et l'occupation de la Tchécoslovaquie par les nazis), il est difficile de ne pas employer un ton de condamnation, morale plus encore qu'intellectuelle, à l'égard de ceux, dont beaucoup des plus remarquables historiens de cette époque, ne surent pas et ne voulurent pas voir l'importance d'une réflexion autocritique sur le métier des historiens européens et l'orientation fortement nationaliste de l'historiographie européenne. Certes, une partie des historiens européens s'engagea noblement dans ce processus de réflexion critique et participa aux initiatives internationales visant à projeter une « dénationalisation » des manuels scolaires, collaborant avec les institutions internationales les plus actives dans ce domaine ; et il est vrai que d'autres historiens voulurent et surent répondre à ces exigences sur le plan de la réflexion historiographique, s'engageant dans une révision des paradigmes historiographiques et mettant en œuvre, ou encore participant de manière fort originale à la construction d'autres niveaux et manières de comprendre et de faire l'histoire (et, en ce sens, un apport fondamental vint de la réflexion sur l'histoire comparée : de l'Institut pour l'histoire comparée d'Oslo aux *Annales* de Bloch et Febvre<sup>27</sup>). Mais il n'en est pas moins vrai que nombreux furent les historiens qui ne firent aucun cas de ces instances intellectuelles et morales. En 1922, Camille Jullian publia le volume intitulé *De la Gaule à la France. Nos origines historiques*<sup>28</sup>, dans lequel, comme l'écrivit Arnold J. Toynbee quelques années plus tard, « l'auteur projette dans le passé sa propre conscience ardente de la France telle qu'elle se présente de nos jours : une France spirituelle qui lui fournit l'expérience de la vie humaine de manière si exhaustive que, si le reste du monde était anéanti et la France restait solitaire mais intacte, il ne ressentirait sans doute pas le moindre sentiment d'appauvrissement spirituel »<sup>29</sup>. Et, nous le verrons, rares furent les historiens universitaires de renom qui prirent part aux initiatives mises en œuvre par les organismes internationaux de coopération intellectuelle nés dans les années vingt dans le contexte et le climat politique et culturel amorcé par la constitution de la

<sup>26</sup> *Compte rendu...*, cit., p. 19.

<sup>27</sup> Aujourd'hui encore, nous ne disposons pas d'une analyse minutieuse des débats qui éclatèrent sur la manière de comprendre et de faire une histoire comparée européenne : du discours inaugural de Pirenne en 1923, intitulé *De la méthode comparative en histoire* (*Compte rendu...*, cit., p. 20-32), qui appelle avec fermeté à une histoire comparée comme remède contre les erreurs fatales de toute histoire nationale et comme unique voie vers une « connaissance scientifique » de l'histoire, à la communication de Marc Bloch au congrès d'Oslo en 1928 (*Pour une histoire comparée des sociétés médiévales*, VI<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques. Résumés des communications, Oslo 1928, Kraus Reprint 1972, p. 119-121), en passant par la célèbre proposition de Marc Bloch de créer une chaire d'histoire comparée au Collège de France. Sur l'histoire de l'Institute for Comparative Research in Human Culture d'Oslo et pour les relations intellectuelles avec l'académie française cf. la dissertation de F. W. Thue, *In Quest of a Democratic Social Order. The Americanization of Norwegian Social Scholarship 1918-1970*, University of Oslo 2005, pp. 45-51.

<sup>28</sup> Hachette, Paris 1922.

<sup>29</sup> A. J. Toynbee, *Panorami della storia. I. Introduzione*, A. Mondadori, Milano 1955, p. 24.

Société des Nations. Et si donc certains historiens européens, comme le démontre le discours inaugural de Pirenne, ne se déroberent pas à une mise en examen de leur manière de « faire l'histoire » et à un impitoyable compte rendu de leur responsabilité dans la diffusion d'une vision du passé qui avait animé et légitimé le carnage de la guerre ; et si une partie, malheureusement infime, de la génération d'historiens européens qui avait écrit l'histoire des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles s'interrogea sur la valeur civile et politique de l'enseignement de l'histoire et surtout sur la prédominance de la dimension nationale, voire nationaliste, qui avait fortement caractérisé le panorama intellectuel de leur profession, nombreux furent en revanche les historiens qui ignorèrent ou feignirent d'ignorer le problème soulevé par de nombreuses institutions culturelles ainsi que par beaucoup d'organisations professionnelles d'enseignants au nom de la paix et de la coexistence entre les peuples.

Lorsque, de nos jours, on relit les polémiques faciles et hargneuses que, dès le lendemain du Congrès international des Sciences historiques d'Oslo, en 1928, Gioacchino Volpe, l'un des plus influents historiens italiens du début du XX<sup>e</sup> siècle, lança depuis les colonnes du plus important journal d'Italie, le *Corriere della Sera*, à l'adresse de la section du congrès consacrée à l'approfondissement des thèmes de la paix et de la coopération internationale pour la révision des manuels<sup>30</sup>, il apparaît clairement que ces initiatives n'ont eu que peu d'influence sur la dure réalité des historiographies nationales européennes et surtout sur l'historiographie italienne la plus proche du régime fasciste, fortement engagée, sous la houlette de Volpe, dans la construction d'une idéologie nationaliste et illibérale. Il est en effet difficile de ne pas remarquer le ton hargneux, inutilement ironique et exacerbé, sur lequel Volpe rend compte des débats sur la révision des manuels qui s'étaient tenus lors de ce congrès, débats qui, à l'évidence, nous le verrons, péchaient par une générosité quelque peu ingénue. La lecture des volumineux rapports émanant de tant d'organismes internationaux sur la révision des manuels donnait à Volpe « un léger vertige. Et, tout de suite après, un assoupissement inquiet. Et, dans cet assoupissement, voici la fantastique vision d'un grand édifice, presque une ville... Et dans cet édifice-ville, tout en cristal, en ciment, en aluminum, en carton pressé, un peuple de maîtres, d'instituteurs, d'inspecteurs, de professeurs d'histoire, de pacifistes professionnels, de spécialistes des « sciences de l'organisation », d'historiens « scientifiques ». Les voici au travail, qui préparent des congrès internationaux, font des enquêtes et rédigent ou examinent des rapports et des rapports de rapports, reçoivent des commissions, des comités, des sous-commissions venues des pays les plus lointains pour discuter des grands thèmes controversés ». Cette citation pourrait continuer, mais cela n'ajouterait guère à ce qui émane du ton hargneux de Volpe : peut-être faut-il ajouter, ultérieure confirmation du niveau auquel pouvait descendre la polémique de Volpe, qu'il n'y manque pas une allusion aux « jeunes filles de toutes les couleurs, mais surtout blondes », bien entendu des secrétaires ou des dactylographes.

---

<sup>30</sup> Les articles parus sur le *Corriere della Sera* ont été réunis en 1934 dans un opuscule intitulé *Storia e pacifismo*, édition établie par l'Institut fasciste de culture, et à nouveau publiés dans G. Volpe, *Storici e maestri*, Sansoni, Firenze 1967 (II<sup>e</sup> édition augmentée par l'auteur), p. 363-401.

Pour ma part, naturellement, je n'entends nullement partager cette attitude de suffisance et de réalisme cynique, et encore moins le ton de Volpe. Et ce non seulement pour des raisons de « sympathie » morale et civile à l'égard des positions exprimées dans de nombreux congrès et des rapports des institutions internationales qui s'engagèrent le plus dans la révision des manuels d'histoire ; mais aussi parce qu'il ne me semble pas correct d'oublier que quelque part dans le monde, dans les pays scandinaves par exemple, la révision des manuels scolaires a vraiment donné lieu à des volumes en quelque sorte « dénationalisés » et que seule l'ascension au pouvoir d'Hitler a interrompu le travail d'une commission d'historiens français et allemands occupée à rédiger un manuel commun. Certes, nous savons désormais combien peut être délicate et dangereuse une intervention autoritaire, en particulier de la part d'une institution gouvernementale, dans la définition d'un manuel scolaire ; et nous savons très bien combien d'une dangereuse utopie on peut se cacher dans les projets de définition d'un manuel universel ! L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle nous a enseigné que toute tentative d'en « dicter » les canons est en soi un attentat à la libre confrontation démocratique des idées, une tentative de créer et de contrôler la formation des opinions et une atteinte à la liberté de la recherche et de l'enseignement. Ce d'autant plus à notre époque, où semblent se multiplier, dans de nombreux pays européens et non-européens, les dispositions légales visant, même si c'est pour défendre les valeurs de la démocratie et de la tolérance, à dicter une interprétation en quelque sorte officielle de notre récent et dramatique passé européen : des procès contre les « révisionnistes » du génocide des juifs à la législation contre les « négationnistes » du génocide des Arméniens ou de celui des Ukrainiens perpétré par Staline.

Mais cela n'ôte rien à la noblesse et à l'intérêt des mesures conçues et mises en œuvre dans les années vingt et trente pour favoriser la « compréhension réciproque », c'est-à-dire pour accomplir ce que de nos jours on appellerait une action positive pour l'affirmation des valeurs de coexistence pacifique et de coopération intellectuelle ; à une période de l'histoire de l'Europe, de surcroît, il est bon de le rappeler, où l'histoire et les historiens sortaient d'une tragédie dans laquelle, je ne saurais dire jusqu'à quel point, ils avaient une part de responsabilité et de complicité et où la manière de construire et de raconter l'histoire de l'Europe et de ses différents états ne pouvait pas ne pas faire l'objet d'une réflexion critique et autocritique sur le métier de l'historien. Il fallait en somme sortir d'une conception et d'une pratique de l'histoire qui inscrivait chaque individu dans l'histoire de sa nation ; qui faisait de l'histoire de la nation le destin auquel il était difficile, voire impossible, d'échapper ; d'une histoire, en un mot, à la Camille Jullian, l'auteur de *De la Gaule à la France. Nos origines historiques*, déjà mentionné.

C'est sur le fil de ce raisonnement et de cette attention partagée pour les projets de révision des manuels scolaires mis en œuvre entre les deux guerres que j'essaierai de tracer l'histoire des projets de révision des manuels d'histoire entrepris entre les deux guerres : afin de montrer dans quelle mesure ces projets, fortement soutenus par les institutions culturelles proches de l'esprit de la Société des Nations et par beaucoup d'autres institutions culturelles et organisations professionnelles d'enseignants, ont



suscité parmi les historiens professionnels un débat pas suffisamment approfondi sur les questions posées par les tentatives de révision des manuels. Je ne veux pas parler d'indifférence ou d'opposition des historiens académiciens à ces thèmes, mais je pense qu'on peut parler d'une attitude de suffisance vers une question – l'écriture et l'enseignement de l'histoire dans les écoles – qui n'est pas tout à fait étrange au « métier de l'historien ». Pour ces raisons je ne partage pas complètement les conclusions pour certains aspects plus positives que Maria Cristina Giuntella a exposées dans un essai très bien informé sur les débats autour de l'enseignement de l'histoire et de la révision des manuels scolaires entre les deux guerres<sup>31</sup>. Que la thèse défendue ici puisse contribuer à une réflexion sur l'univers des historiens européens entre les deux guerres, et peut-être à une histoire des historiens européens depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours, va au-delà du propos de ce volume.

## 2. *Les manuels d'histoire dans les débats des Congrès internationaux des Sciences historiques*

Dans le sillage de la citation du discours inaugural de Pirenne à Bruxelles, il est intéressant de suivre les débats ouverts entre les historiens professionnels à propos de la responsabilité des historiens dans la tragédie de la guerre mondiale ; et, en particulier, de vérifier si et dans quelle mesure les accusations portées aux manuels d'histoire en usage dans les écoles pour leur responsabilité dans l'apparition des nationalismes trouvèrent un public attentif auprès des historiens au sein des institutions académiques traditionnelles et surtout dans les congrès internationaux des sciences historiques, organisés à partir de 1927 par un comité international dans lequel confluèrent les principales organisations nationales d'historiens<sup>32</sup>.

En 1923, pendant le V<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques, celui-là même dont, nous l'avons vu, Pirenne voulut exclure les historiens allemands, on évoqua les travaux de la Commission de coopération intellectuelle instituée au sein de la Société des Nations - en 1926, la Commission devint un Institut pour la coopération intellectuelle établi à Paris -, et l'on prit acte de l'intention de la Commission d'entreprendre le projet de rédaction d'un manuel d'histoire générale. Une résolution approuvée par la section XI du congrès (*Méthode historique et sciences auxiliaires*, présidée par Henri Berr) exprimait « le vœu que ce plan tienne

<sup>31</sup> M. C. Giuntella, *Enseignement de l'histoire et révision des manuels scolaires dans l'entre-deux-guerres*, dans *Pistes didactiques et chemins d'historiens. Textes offerts à Henri Moniot*, Edités par M C. Baquès, A. Bruter, N. Tutiaux-Guillon, L'Harmattan, Paris 2003, pp. 161-189.

<sup>32</sup> Pour l'histoire des congrès internationaux des sciences historiques cf. K. D. Erdmann, *Die Oekumene der Historiker : Geschichte der Internationaler Historikerkongresse und der Comité International des Sciences Historiques*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1987 ; et Id., *Toward a global community of Historians : the International Historical Congresses and the International Committee of Historical Sciences 1898-2000*, edited by J. Kocka – W. J. Mommsen, New York, Berghahn Books 2005.

compte de l'importance toujours croissante des études théoriques et synthétiques et de la nécessité d'appliquer leurs résultats méthodologiques à l'examen objectif et précis des faits isolés et particuliers »<sup>31</sup>. Elle marqua le début, laborieux et bien évidemment très contesté, d'un débat et d'initiatives, qui se frayèrent un chemin et furent partiellement mis en œuvre dans les années vingt et trente au sein de la Société des Nations, et dont on trouve un écho, parfois très faible, dans les congrès internationaux des sciences historiques, organisés, comme le rappelait à Oslo Michel Lhéritier, (expert de l'Institut international de Coopération intellectuelle et surtout Secrétaire général du Comité international des Sciences historiques) dans l'esprit des initiatives promues par le nouvel Institut actif au sein de la Société des Nations<sup>32</sup>. À Oslo, une section entière du congrès (la XIV<sup>e</sup>) fut consacrée à l'enseignement de l'histoire. Lors de cette session, un professeur d'histoire d'un lycée d'Oslo rappela la nécessité de présenter aux jeunes une version de l'histoire tenant compte des plus modernes méthodologies et résultats de recherches, sans pourtant perdre de vue le besoin d'éveiller leur passion pour l'histoire par de grandes narrations épiques<sup>33</sup> ; Luigi Credaro, sénateur italien et professeur à l'université de Rome, s'opposa à cette prise de position, rappelant que « l'enseignement de l'histoire serait suspendu dans l'air s'il ne reposait sur le sentiment national, qui de nos jours est le principe qui anime la vie des peuples »<sup>34</sup> ; mais ce furent les interventions de Michel Lhéritier et du Suédois Wilhelm Carlgren qui attirèrent l'attention du congrès sur les thèmes de la contribution des historiens à la construction de la paix et de la coopération intellectuelle entre les peuples adhérant à la Société des Nations<sup>35</sup>.

Lhéritier réfléchissait aux rapports entre l'histoire et l'éducation de la paix, soulignant en premier lieu qu'une histoire désireuse de contribuer à la paix n'était nullement en contradiction avec la recherche de la vérité : « Pour nous, écrivait-il, l'histoire scientifique tend au rapprochement des peuples, et par les sciences d'organisation dont elle est la base elle aide à la consolidation de la paix »<sup>35</sup>. La proposition qui en découlait était à vrai dire très simple, et c'est ainsi qu'elle apparaît dans de récentes propositions du Conseil de l'Europe : que le récit de l'histoire réserve une place « aux faits de collaboration et non pas seulement aux conflits ». Mais cette proposition reposait sur une analyse impitoyable de l'historiographie européenne qui avait contribué à consolider une interprétation nationaliste de

<sup>31</sup> Cf. le *Compte rendu* des actes du congrès (p. 409). La résolution approuvée par la section XI fut ensuite votée par l'Assemblée générale du congrès (*ibid.*, p. 472)

<sup>32</sup> Michel Lhéritier, *Les origines historiques de la coopération intellectuelle*, dans *VI<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques. Résumés des communications*, Oslo 1928, Kraus Reprint 1972, p. 314-316.

<sup>33</sup> Sigurd Host, *Sur le problème de l'enseignement de l'histoire*, *ibid.*, p. 371-372.

<sup>34</sup> « Nul ne peut prévoir, continuait le sénateur italien, sur quoi cette passion débouchera, mais nul ne peut en nier l'universalité. Le parti communiste s'en sert pour sa propagande politique non seulement parmi les Slaves mais aussi parmi les peuples orientaux et africains. La religion de Mahomet elle-même renonce à l'universalité pour constituer des groupes politiques nationaux, comme dans les territoires chrétiens. Un enseignement de l'histoire destiné aux jeunes qui ne tiendrait pas compte de cette psychologie des peuples serait ennuyeux, sans intérêt et stérile. Aucune nation ne peut renoncer à ce puissant bagage spirituel, enseignant l'histoire selon des critères d'une objectivité absolue » : L. Credaro, *Sul valore nazionale dell'insegnamento della storia*, *ibid.*, p. 372-373.

<sup>35</sup> Sur ces débats cf. M. C. Giuntella, *Enseignement de l'histoire...*

<sup>35</sup> M. Lhéritier, *Éducation et vérité. L'histoire et le rapprochement des peuples. Les nouvelles sciences d'organisation dans le prolongement de l'histoire*, *ibid.*, p. 374-377.

l'histoire. « Au-dessus de l'histoire politique, au-dessus de l'histoire économique et sociale – histoires, soutenait Lhéritier, dominées par les guerres et par une sorte de “haine sacrée” – il faut mettre l'histoire générale de l'humanité et de la civilisation ». Et cette histoire ne peut être appréhendée dans le cadre de l'histoire nationale et des états nationaux. Dans cette perspective, en effet, « une prédominance presque exclusive était donnée au point de vue de l'histoire nationale et on le faisait remonter très loin dans le passé, à des époques où il n'y avait à proprement parler ni nations ni frontières [...]. Les historiens s'aperçoivent maintenant que l'histoire comporte plusieurs espèces de cadres. Ce ne sont pas toujours des États. Il existe des régions historiques, comme l'Orient, qui englobent plusieurs États ; il existe de petits foyers d'histoire, ce sont les provinces et les villes. Il y a enfin des organisations qui tendent à l'universalité, organisations d'Empire, comme la paix romaine, organisations d'Église, comme la Chrétienté. L'enseignement de l'histoire doit tenir compte de toutes ces données. Une place est à faire, à côté du manuel d'histoire nationale, au manuel d'histoire locale et au manuel d'histoire générale ».

Sur un autre plan, continuait Lhéritier, les historiens auraient dû abandonner toute passion nationale et se rapprocher du modèle d' « histoire scientifique » que lui-même préconisait : une « histoire scientifique qui est essentiellement objective. On lui reproche quelquefois d'être froide, mais elle doit exprimer toute la vie du passé. Elle peut être admise, ou du moins respectée par tous, comme un effort de vérité. Elle est claire, elle est impartiale, elle est sereine ». Dans cette perspective, l'histoire aurait dû se rapprocher le plus possible de ces sciences sociales que Lhéritier, reprenant ici les réflexions de Paul Otlet, appelait « sciences d'organisation » parce qu'elles « tendent à organiser, c'est-à-dire à faire prévaloir l'ordre sur le désordre, la collaboration sur les conflits et la paix sur la guerre, dans la mesure où elles s'appliquent à la vie des nations ». Sur cette base, « il n'y pas d'antinomie entre le point de vue des historiens et celui des éducateurs. L'enseignement de l'histoire scientifique rendra les plus grands services à l'œuvre d'éducation et à l'œuvre de la paix ».

Le Comité international des Sciences historiques s'était déjà doté d'une Commission spéciale pour l'enseignement de l'histoire<sup>34</sup> ; et, pour le succès de cette commission, Lhéritier formulait le vœu « que le but et la méthode de l'histoire scientifique soient admis par tous les historiens de métier, en particulier par ceux dont les ouvrages ou l'enseignement sont destinés à former la jeunesse ; qu'ils s'entendent sur les vérités historiques à répandre [...] ; que par un organe de vulgarisation approprié les vérités admises puissent passer, avec les cadres et l'esprit de l'histoire scientifique, de la science à l'enseignement ; que l'enseignement de ces vérités, moins séduisant souvent que les erreurs et les légendes, soit rendu le plus possible accessible à l'enfant ».

Après cette importante intervention de Lhéritier, c'est le Suédois Carlgren qui, dans sa communication<sup>36</sup>, rendit compte d'un rapport sur le nationalisme dans les manuels

<sup>34</sup> Pour l'activité de cette commission cf. M. C. Giuntella, *Enseignement de l'histoire...* cit.

<sup>36</sup> W. Carlgren, *Report concerning the relation of the historical text-book of today to different national and international tendencies*, *ibid.*, p. 378-379.

scolaires d'un nombre vraiment fourni de pays européens : Autriche, Belgique, Tchécoslovaquie, Danemark, Angleterre, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Hollande, Hongrie, Italie, Lettonie, Norvège, Pologne, Suède et Suisse. Le rapport était le résultat de l'initiative de deux organismes religieux : la World Alliance for Promoting International Friendship through the Churches, fondée à Constance en 1914, et la Universal Conference on Life and Work, représentée par un comité constitué en 1925 à Stockholm<sup>37</sup>. L'enquête présentée par le délégué suédois faisait suite, à une autre échelle, à celle promue par la Carnegie Endowment for International Peace à travers son centre européen sis à Paris. Seules ces organisations chrétiennes pouvaient en effet garantir le « chief prerequisite for success » d'une initiative en faveur d'une « international understanding ». Quoiqu'il en soit, disait Carlgren, « the Churches count upon disinterested support from the contributors, but scholarly criticism and pedagogic experience alone are to determine the method in which the material is to be dealt with »<sup>38</sup>. « It has been pointed out to compilers of reports, that the campaign against nationalism in text-books would not be fittingly organized in any way if it took the form of pacifist propaganda. We have been fully alive to the range of any one-sidedness or any exaggerations in these estimates possibly calling forth a reactionary wave of nationalism [...] It is the special and concrete points of dispute between different countries that first of all call for an objective exposition. Our aim is to arrive at a point where each party to a conflict may be enabled to obtain an understanding of the legal and moral points of view of his opponent, even if a relinquishment of his own is out of the question.

As is only natural, those States which were neutrals during the Great War have found it least difficult to apply the principles here laid down and to make them their own. Of the ex-belligerent States, Italy has not sent in any special contribution to our report. We have had sent us instead some extraits from a series of official reports about the text-books, dated 1924-1927. The contribution from Germany has not yet come to, and in Austria the line at present adopted in history teaching is an emphasis of the German national sentiment. Hungary, nevertheless, is alone in cherishing the hope to recover her old boundaries, “not”, however, “by armed force”, but rather “by more concentrated and better work than that in her more fortunate neighbour States”. Slovakia feels bitterness towards Hungary, while the Czechs show a spirit of reconciliation towards the neighbour. The carrying out of that programme, however, seems to be easier of accomplishment in Latvia. In various quarters in France and England there is to be noticed a wave of pacifism combatting the nationalism of an earlier day. In Belgium many of the text-books are still under the influence of the atmosphere of the War ».

Si ce tableau était loin d'être réconfortant, il n'en restait pas moins la constatation par laquelle Carlgren concluait son bref rapport, à savoir que « the history of the work of peace is making progress alongside the history of politics and wars »<sup>39</sup>.

---

37 Cf. Universal Christian Conference on Life and Work, *Report on nationalism in History Text-books*, Stockholm 1928.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 378.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 379.

Une Commission pour l'enseignement de l'histoire fut alors instituée. Dix ans plus tard, en 1938, le huitième Congrès international des Sciences historiques, tenu à Zurich, dressait une sorte de bilan de ce qui avait été fait pour la réforme de l'enseignement de l'histoire et la révision des manuels scolaires. À un moment difficile pour les destinées de la culture européenne, et peut-être précisément en raison de ce sentiment de danger et de tragédie imminente, le congrès, à en juger par le compte rendu des travaux, accorda aux problèmes « de la méthode et de l'enseignement de l'histoire » une attention certainement plus grande que celle que ne leur avaient accordée les congrès précédents<sup>40</sup>.

À Zurich, une intervention de la déléguée Margaret Rothbarth, de Paris, fournit un vaste compte rendu de ce que l'Institut international pour la coopération intellectuelle avait fait « en matière d'histoire ». « L'Institut, écrivait M<sup>me</sup> Rothbarth, s'est beaucoup occupé de l'enseignement de l'histoire en effectuant soit un travail direct sur la révision des manuels scolaires, soit une contribution indirecte à l'étude de cette question dans ses publications, notamment celles de la conférence des Hautes Études internationales et des Comités affiliés à cette Conférence [...] Pour éliminer des manuels d'histoire destinés à l'enseignement les passages nuisibles à la compréhension mutuelle, la Commission internationale de Coopération intellectuelle a élaboré dès 1926 une procédure appelée *procédure Casarès* du nom de l'éminent Espagnol qui l'avait proposée. Cette procédure, complétée plusieurs fois par la suite, prévoit que les commissions nationales de Coopération intellectuelle qui existent dans plus de quarante pays devront examiner les manuels des pays étrangers du point de vue de leur propre pays ; si elles y trouvent des erreurs, elles sont en droit de demander à la commission du pays intéressé de rectifier ces erreurs. Cette procédure a donné des résultats importants surtout pendant ces dernières années. D'autre part, la Commission internationale de coopération intellectuelle a soumis à l'Assemblée et au Conseil de la Société des Nations une déclaration concernant l'enseignement de l'histoire. Cette déclaration, qui prévoit entre autres que les auteurs de manuels scolaires doivent assurer une part aussi large que possible à l'histoire des autres nations et que ceux-ci doivent faire ressortir dans l'enseignement de l'histoire universelle les éléments de nature à faire comprendre l'interdépendance des nations, a été approuvée par le conseil et l'Assemblée de la Société des Nations et est entrée en vigueur au mois de novembre 1937 ».

L'Institut pour la coopération internationale, « en vue de l'exécution de la résolution Casarès et de la déclaration » ensuite approuvée par la Société des Nations, avait publié, dans un volume que la rapporteuse ne manqua pas de signaler aux congressistes, les résultats d'une vaste enquête sur les travaux de révision des livres d'école, *Révision des manuels scolaires contenant des passages nuisibles à la compréhension mutuelle*, publié en 1932 à Paris et dont une version anglaise révisée parut en 1933 (*School Text-Book Revision and International Understanding*). Un numéro du bulletin de l'Institut international pour la coopération de Paris, le n° 84,

---

<sup>40</sup> VIII<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques. Actes du Congrès (vol. I) ; Communications présentées (vol. II et III), Zurich 1938.

fut ensuite entièrement consacré à ce thème<sup>41</sup> : on y trouvait, expliquait M<sup>me</sup> Rothbarth, mais nous le verrons plus en détail dans les pages suivantes, « les résultats d'une autre enquête menée par l'Institut [...] Pour ne pas accomplir seulement un travail négatif en supprimant les passages de nature à compromettre les relations entre les peuples, on a cherché à rassembler les passages des manuels qui, de l'avis des commissions nationales, étaient conçus d'une manière particulièrement objective. Sept commissions nationales ont répondu à cette enquête et un choix des passages recommandés par ces commissions a paru dans le numéro susmentionné ».

La rapporteuse signalait également que « La conférence permanente des Hautes Études internationales, dont le secrétariat est assuré par l'Institut international de coopération intellectuelle, a également publié des ouvrages intéressant les historiens ». Parmi ceux-ci, elle mentionnait « *La chronologie des événements politiques et économiques dans le Bassin danubien, 1919-36*, et les volumes traitant de la question coloniale, de la question démographique et de la question des matières premières (à paraître au cours de l'année 1938) »<sup>42</sup>. Dans ce même numéro de la « Coopération » on trouvait en outre une anthologie de passages de manuels particulièrement recommandés en raison de la contribution qu'ils avaient apportée à la compréhension réciproque (ce que de nos jours on qualifierait de *politically correct*), ainsi que le texte intégral de l'accord signé par les professeurs d'histoire de France et d'Allemagne, qui faisait partie d'un ambitieux projet destiné à déboucher sur la rédaction d'un manuel d'histoire franco-allemand. Dans le numéro 84 de « Coopération » figurait également le compte rendu détaillé d'un nouveau manuel d'histoire en cours d'élaboration en Russie et des travaux de la dénommée association Norden, en l'occurrence une commission chargée de la révision des livres d'école des pays de l'Europe du Nord. Michel Lhéritier, professeur à l'université de Dijon et à l'École des Hautes Études internationales et sociales de Paris, insista ensuite sur le rôle positif d'une histoire internationale qui devait abandonner avec décision les points de vue nationaux, faisant l'éloge de l'accord entre les historiens français et allemands<sup>43</sup>.

C'est également au congrès de Zurich que fut soumise pour la première fois au Comité international des Sciences historiques la question de la présence de l'histoire des femmes dans les manuels scolaires. C'est le professeur M. Schwab de l'université de Paris, vice-présidente de la Fédération française des Femmes diplômées des universités, qui signala que « le conseil de la Fédération avait adopté, à la demande de l'Equal Rights International Association, la résolution suivante : *Le moment paraît venu de réviser et d'accroître, dans les manuels d'histoire, ce qui se rapporte au mouvement féminin depuis un siècle. Le Conseil exprime l'avis que cette importante question, un des aspects de la transformation sociale au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle, doit être transmise au Comité international des Sciences historiques et plus particulièrement à la commission de l'enseignement de l'histoire [...] Il semble en*

<sup>41</sup> « Coopération intellectuelle », n° 84.

<sup>42</sup> VIII<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques..., cit., vol. II, p. 532-534.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 535-538.

*effet opportun de tenir compte dans les manuels d'histoire contemporaine du rôle nouveau de la femme dans la vie sociale et de ses répercussions »*

M<sup>me</sup> Schwab insistait sur quatre points, les droits politiques de la femme, les droits civils de la femme, l'activité professionnelle de la femme et les droits de la femme devant l'instruction. Et elle concluait : « Si le rapporteur désigné par la Fédération obtient d'ici le Congrès des renseignements suffisants [...] sur la forme et le caractère que la question pourra prendre dans les divers manuels d'après les femmes universitaires, il présentera à la commission de l'enseignement au congrès un travail qui serait le point de départ d'une mise au point définitive. Sinon, il se propose de présenter seulement un *rapport d'amorce* de la question, qui serait étudiée à fond dans les Fédérations nationales au cours de l'année 1938-39 »<sup>44</sup>.

### *3. Pour la pacification entre les peuples : la révision des manuels d'histoire*

Il est trop facile, de nos jours, pour bien des historiens (et cela l'a été pour beaucoup de ceux qui participèrent au congrès de Zurich et entendirent l'intervention passionnée de M<sup>me</sup> Rothbarth), de considérer avec une certaine suffisance les travaux de l'Institut international de la Coopération et des Commissions nationales et les travaux pour l'application de la « procédure Casarès ». Il est en effet évident que des procédures comme celles mises au point par la Société des Nations n'auraient pu avoir de succès que dans les pays où l'adoption des manuels scolaires était de la compétence du gouvernement ; ailleurs (mais pas partout), elles n'auraient pu avoir pour ainsi dire qu'un effet de persuasion morale. Et non seulement c'étaient des procédures longues et complexes, mais elles prêtaient le flanc à d'innombrables récriminations et, surtout, se basaient sur la conviction erronée que les controverses historiques pourraient trouver un arbitrage et une solution pour ainsi dire définitifs. Considérations qui ne justifient certes pas le ton sarcastique de Volpe ou les silences de bien d'autres historiens et qui, surtout, n'ôtent rien à l'importance du débat entamé à la Société des Nations et en particulier à l'Institut international pour la coopération culturelle sur les manuels scolaires d'histoire et, plus généralement, sur les problèmes ayant trait à la formation et à l'éducation à la paix des jeunes générations, au lendemain d'un conflit aussi terrible que l'avait été la Première Guerre mondiale. Le problème, à vrai dire, n'est pas la faible participation à ces débats de la plupart des historiens (la seule exception ayant peut-être été la tentative de créer un manuel franco-allemand, tentative qui échoua lorsque s'affirma le régime nazi), mais plutôt le fait que les historiens européens renoncèrent à mener à bien la réflexion autocritique entamée par Pirenne en 1923, non pas sur les manuels mais sur la manière même de « faire » et d'écrire l'histoire, sur le sens d'une historiographie qui reconnaissait dans la nation le principal objet de la réflexion historiographique.

<sup>44</sup> VIII<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques, Zurich 1938, 3 vol., Presses Universitaires de France, Paris ; le document figure dans le volume II des *Communications présentées*, p. 530-531. La question fort importante de la présence de l'histoire des femmes dans les manuels scolaires a été reprise à une époque plus récente par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux sur les manuels d'histoire en usage dans les écoles de nombreux pays européens : cf. *Enseigner l'histoire des femmes au XX<sup>e</sup> siècle*. Pochette pédagogique destinée aux établissements du secondaire par Ruth Tudor, avec les contributions d'Elena Osokina et de Philip Ingram, Éditions du Conseil de l'Europe, août 2000.

En ce sens, on comprend pourquoi le débat sur les manuels d'histoire resta l'apanage des mouvements pacifistes, laïques ou chrétiens, désireux de promouvoir une politique de paix, des intellectuels proches de ceux-ci et surtout des organisations internationales liées à la Société des Nations et des associations d'enseignants, plus directement engagées dans l'école et la formation culturelle <sup>35</sup>.

Dès le lendemain de la guerre, certaines associations d'enseignants, comme par exemple en France le Syndicat national des instituteurs, avaient signalé le danger que représentaient les tons violemment nationalistes des manuels d'histoire en usage dans les écoles : la Fédération internationale des associations des enseignants des écoles élémentaires en avait fait de même<sup>45</sup>. Et, en 1919, la Norvège, bientôt suivie de la Suède et du Danemark<sup>46</sup>, avait entrepris la révision des manuels d'histoire en usage dans les écoles afin d'en éliminer toute allusion offensive aux autres peuples scandinaves. En 1924, nous l'avons vu, Casarès, le représentant espagnol auprès du Comité international pour la Coopération intellectuelle, organe de la Société des Nations, avait proposé une procédure visant à favoriser les accords bilatéraux entre états pour la révision des manuels d'histoire, proposition reprise par la Société de Genève. Et, en 1926, une circulaire du ministère belge de l'Instruction publique bannissait « des établissements, dont l'État a la direction ou le contrôle, les ouvrages qui prêchent la haine entre les races et entre les peuples », préconisant l'adoption de « livres qui par l'étude objective des idées et des faits font connaître à la fois les obligations du patriotisme et les devoirs de la morale internationale »<sup>47</sup>.

À la fin des années vingt et au début des années trente, la révision des manuels d'histoire était devenue l'objet d'enquêtes et d'études promues par les associations chrétiennes déjà mentionnées, par le comité européen de la Carnegie Foundation, par le Comité international des Sciences historiques qui, lors du congrès d'Oslo, constitua un comité spécial pour l'enseignement de l'histoire, et enfin par le Comité qui devint ensuite l'Institut international pour la Coopération intellectuelle. Un « Bulletin trimestriel de la conférence internationale pour l'enseignement de l'histoire » rendit compte de ces enquêtes et des travaux qui avaient été mis en œuvre. Dans son premier numéro, en 1933, le Bulletin résumait les travaux d'une conférence internationale qui s'était tenue en 1932 à La Haye et au cours de laquelle avait été élaborée une définition précise des « mauvais » manuels d'histoire : ceux qui contiennent des « manifestations évidentes de propagande nationaliste », recourent à de fausses assertions ou omettent des faits importants ; et ceux qui appliquent une double morale et pour lesquels « quelque chose qui chez un autre peuple serait qualifié de barbarie pourrait être dans le nôtre une marque de civilisation »<sup>48</sup>. En 1934, enfin, l'Institut international pour la Coopération intellectuelle publia dans son

<sup>35</sup> Cf. M. C: Giuntella, *Enseignement de l'histoire...* cit.

<sup>45</sup> E. Bruley, Introduction, dans E. Bruley - E. H. Dance, *Per una storia...*, cit.

<sup>46</sup> «Coopération intellectuelle. Bulletin », n° 84, 1938. Le travail de révision des manuels des pays du Nord fut ensuite repris avec force en 1928 par le gouvernement finlandais, avec la collaboration d'experts du Comité international des Sciences historiques. Une enquête porta sur quelque 170 manuels : *ibid.*

<sup>47</sup> Cité dans A. Puttemans, *L'enseignement de l'histoire et la révision des manuels scolaires en vue d'une meilleure compréhension internationale*, Bruxelles 1955.

<sup>48</sup> *Ibidem.*



Bulletin une *Enquête partielle sur les manuels d'histoire*<sup>49</sup>. Sept pays seulement avaient répondu à cette enquête (les États-Unis, le Danemark, la Finlande, la France, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède), et l'analyse s'était concentrée sur la manière dont les manuels de ces pays traitaient des thèmes tels que les causes de la guerre, l'après-guerre, les relations internationales, l'histoire des pays du Nord et d'Amérique latine, l'émigration aux États-Unis et la révolution bolchevique. L'Italie fasciste avait répondu que dans l'enseignement de l'histoire « l'esprit et l'action du régime fasciste devaient servir de fondement à toutes les interprétations »<sup>36</sup>.

Quoiqu'il en soit, dans les années trente, la plus importante tentative de révision des manuels d'histoire fut celle mise en œuvre par les délégations d'historiens allemands et français : parmi ceux-ci, Paul Mantoux, George Page et Pierre Renouvin participèrent aux rencontres. Ils avaient travaillé sans relâche pour parvenir, au milieu des années trente, à un premier accord portant sur de nombreux points. En 1938, les textes de quarante résolutions approuvées par les deux délégations figuraient dans le n° 84 du Bulletin de la Coopération internationale ; sur beaucoup de celles-ci, comme on pouvait s'y attendre, les interprétations différaient, que ce soit sur la politique d'expansion de Louis XIV, sur les causes de la guerre mondiale ou sur l'Alsace-Lorraine ! Mais la revue parlait aussi des difficultés soulevées par la chancellerie allemande au moment de reconnaître cet accord, qui n'engageait pourtant nullement le gouvernement allemand.

C'est ainsi qu'en 1938 prenaient fin toutes les tentatives de mettre en œuvre une politique de révision des manuels d'histoire. À vrai dire, le triomphe du nazisme venait mettre fin à une entreprise qui semblait en quelque sorte marquer un temps d'arrêt et, surtout, n'être pas en mesure d'impliquer les historiens sur le seul terrain qui aurait pu donner d'importants résultats : celui d'une révision profondément autocritique des fondements et des horizons souvent bornés et nationalistes des historiographies européennes.

Après la Seconde Guerre mondiale, sous l'impulsion du Conseil de l'Europe, de nombreux états européens reprirent, d'une manière ou d'une autre, le flambeau de ces opérations pour la paix en Europe : mais ces initiatives, qui dans les années cinquante semblèrent pour certaines reprendre les procédures Casarès et qui, après la chute du mur de Berlin, donnèrent lieu à des discussions autour d'un index de manuel d'histoire « idéal »<sup>50</sup>, semblent s'être heurtées aux mêmes limites : il ne s'agit pas seulement d'écrire des manuels mettant en évidence les raisons et la place de la paix dans l'histoire de l'Europe, thème pourtant important ; il s'agit, aujourd'hui encore, de repenser les manuels dans le cadre d'une réflexion plus générale sur les questions historiographiques et leur construction.

*Marcello Verga*

<sup>49</sup> "Coopération intellectuelle. Bulletin", n° 84, 1938.

<sup>36</sup> M. C. Giuntella, *Enseignement de l'histoire...*, p. 188.

<sup>50</sup> Pour une reconstruction de ces débats, cf. M. Verga, *Storie d'Europa. XVIII-XXI secolo*, Carocci, Roma 2004 ; et en particulier le dernier essai de, F. Pingel, *La storia insegnata in Europa: tra vecchi e nuovi modelli*, "Società e storia", n° 108, 2005, p. 397-412.

*traduction française : Laura Meijer*